



MINISTRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Troisième Trimestre 2020

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Troisième Trimestre 2020

Avant-propos

A l'instar des autres pays, la pandémie à Corona virus a fortement impacté le Gabon tant au niveau économique que social. L'exécution budgétaire du 3^{ème} trimestre 2020 est donc tributaire de ce contexte.

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement de la République a adopté des mesures visant à soutenir les secteurs sensibles (santé, éducation, petites et moyennes entreprises, ...) et les couches sociales les plus vulnérables.

En dépit de ce contexte exceptionnel, contraignant et restrictif, j'invite l'ensemble des acteurs à poursuivre les réformes engagées en matière d'assainissement de nos finances publiques pour un retour aux équilibres macroéconomiques, gages de développement.

Par ailleurs, j'exhorte l'ensemble des administrations impliquées dans la rédaction de cette revue à perpétuer cette tradition.

Fait à Libreville, le

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics
Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Abréviations et acronymes

ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice mondial de la compétitivité (<i>Global Competitiveness Index</i>)
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle
ZES	Zone économique spéciale

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
Abréviations et acronymes	4
SOMMAIRE.....	5
Index des Tableaux	6
Index des Figures	6
SYNTHESE	7
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 SEPTEMBRE 2020	8
Les recettes du budget de l'Etat	9
Les dépenses du budget général.....	10
Les comptes d'affectation spéciale.....	15
Les opérations de financement et de trésorerie.....	17
CONCLUSION	19
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	20
ANNEXES.....	21
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions FCFA).....	22
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA).....	23
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions FCFA)	24
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions FCFA)	25
Annexe 5 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de francs CFA).....	26
Annexe 6 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de francs CFA)	27

Index des Tableaux

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)	8
Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2).....	12

Index des Figures

Figure 1 : Situation des encaissements des recettes à fin septembre 2020	9
Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre	10
Figure 3 : Exécution des CAS au 30 septembre 2020	15

SYNTHESE

Solde

Le solde net d'exécution au 30 septembre 2020 s'établit à **203,4 milliards de francs CFA**, il est supérieur à celui observé à la même période en 2019 qui était de **56,7 milliards de francs CFA**.

Ce résultat est en augmentation de **146,7 milliards de francs CFA** par rapport à l'exercice précédent et s'explique en partie par le solde excédentaire des opérations de financement et de trésorerie qui s'établit à **207,6 milliards de francs CFA**.

Dépenses

A fin septembre, les règlements des dépenses du budget de l'Etat ont atteint **1 163,3 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 61% par rapport à la prévision de la loi de finances rectificative (LFR).

Recettes

Les recettes brutes du budget de l'Etat s'établissent à **1 202,2 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 77% par rapport à la LFR. Il est en diminution de **254,3 milliards de francs CFA** par rapport au niveau de l'année dernière à la même période qui était de **1 456,5 milliards de francs CFA**.

Comptes spéciaux

A fin septembre 2019, le solde global des comptes d'affectation spéciale est débiteur de **11,9 milliards de francs CFA** contre un solde créditeur de **7 milliards de francs CFA** sur la même période en 2019.

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 SEPTEMBRE 2020

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2020	Exé. à fin septembre 2020	% d'exécution		LF 2020	Exé. à fin septembre 2020	% d'exécution	LF 2020	Fin septembre
Titre 1. Recettes fiscales	1 131 688	818 119	72%	Titre 1. Charges financières de la dette	276 484	185 364	67%		
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	25 071	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel	683 000	508 067	74%		
Titre 3. Cotisations sociales	12 995	8 436	65%	Titre 3. Dépenses de biens et services	261 401	170 955	65%		
Titre 4. Autres recettes	330 117	321 817	97%	Titre 4. Dépenses de transfert	162 410	95 332	59%		
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 499 871	1 148 371	77%	Titre 5. Dépenses d'investissement	380 000	118 307	31%		
PRELEVEMENTS	- 111 076	- 55 896	50%	Titre 6. Autres dépenses	24 170	6 701	28%		
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités loca	- 19 680	- 20 059	102%						
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations int	- 6 569	-	0%						
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 31 391	-	0%						
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 16 500	- 12 850	78%						
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 23 807	- 14 522	61%						
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligato	- 12 995	- 8 436	65%						
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	- 179	- 29	16%						
Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP	94	-	0%	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	2 177	-	-		
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 388 794	1 092 475	79%	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 787 465	1 084 727	61%	- 398 670	7 748
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)									
PENSIONS	59 767	19 238	32%	PENSIONS	59 767	50 696	85%		
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	19 238	32%	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	50 696	85%		
Part salariale (yc agents en détachement)	28 376	19 238	68%	Pensions civiles et militaires	59 767	50 696	85%		
Part patronale de l'Etat	31 391	-	0%	Pensions spéciales					
PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	12 850	78%	PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	12 850	78%		
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	12 850	78%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	12 850	78%		
Allocations familiales	16 500	12 850	78%	Prestations familiales	16 500	12 850	78%		
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 201	1 284	107%	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 201	1 284	107%		
Titre 1. Recettes fiscales	1 201	1 284	107%	Titre 3. Dépenses de biens et services	400	428	107%		
Redevance audiovisuelle	1 201	1 284	107%	Titre 5. Dépenses d'investissement	801	856	107%		
PROMOTION DU SPORT	4 045	2 740	68%	PROMOTION DU SPORT	4 045	2 740	68%		
Titre 1. Recettes fiscales	4 045	2 740	68%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 023	1 370	68%		
Taxe sur les jeux de hasard	537	88	16%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 022	1 370	68%		
Droits d'accises	3 508	2 652	76%						
FORMATION POUR L'EMPLOI	1 669	1 821	109%	FORMATION POUR L'EMPLOI	1 669	947	57%		
Titre 1. Recettes fiscales	1 669	1 821	109%	Titre 3. Dépenses de biens et services	556	315	57%		
Taxe de formation professionnelle	1 669	1 821	109%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 113	631	57%		
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0%	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services					
Redevance Universelle	2 394	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	0%		
ENTRETIEN ROUTIER	9 727	20 370	209%	ENTRETIEN ROUTIER	9 727	6 735	69%		
Titre 1. Recettes fiscales	9 727	20 370	209%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 018	705	69%		
Redevance d'Usure de la Route	9 727	20 370	209%	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 709	6 030	69%		
PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	3 065	3 283	107%	PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	3 065	609	20%		
Titre 4. Autres recettes	3 065	3 283	107%	Titre 3. Dépenses de biens et services	613	122	20%		
Fonds National de l'habitat	3 065	3 283	107%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 452	487	20%		
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	2 829	36%	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	2 711	35%		
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	2 829	36%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	813	35%		
Redevance de l'eau	1 021	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	1 898	35%		
Redevance de l'électricité	6 823	2 829	41%						
SALUBRITE PUBLIQUE	6 800	2 262	33%	SALUBRITE PUBLIQUE	6 800	-	0%		
Titre 4. Autres recettes	6 800	2 262	33%	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	-	0%		
Redevance des ordures ménagers	6 800	2 262	33%	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 320	-	0%		
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	113 012	66 678	59%	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	113 013	78 573	70%	- 0	- 11 896
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	1 501 807	1 159 153	77%	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	1 900 476	1 163 300	61%	- 398 669	- 4 147
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL								- 398 669	- 4 147
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE								- 423 740	- 4 147

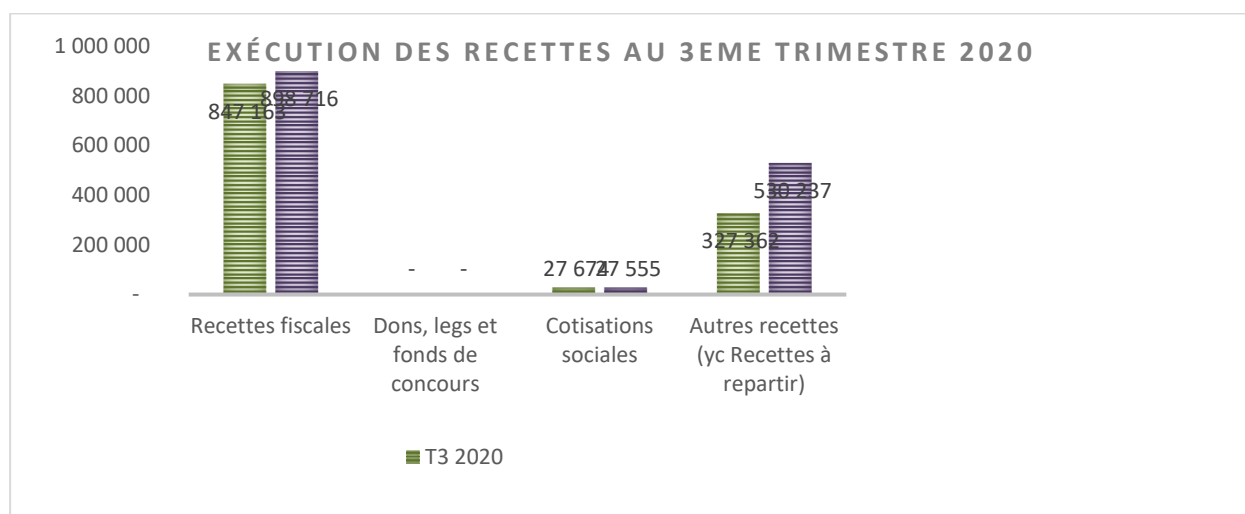
Source : DGBFiP, DGCPT

Les recettes du budget de l'Etat

Le montant brut des recettes du budget de l'Etat s'élève à **1 202,2 milliards de francs CFA** au 30 septembre 2020. Comparées à la même période en 2019 (**1 455,1 de francs CFA**), les recettes recouvrées sont en diminution de **296 milliards de francs CFA**.

En faisant abstraction des prélèvements, ces recettes s'établissent à **1 159,2 milliards de francs CFA**, sur un objectif prévisionnel en LFR de **1 501,8 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 77%.

Figure 1: Situation des encaissements des recettes à fin septembre 2020



Source : DGBFiP, DGCPT

Le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du troisième trimestre 2020 s'élève à **847,2 milliards de francs CFA**, soit 73% de réalisation par rapport aux prévisions de la LFR qui sont de **1 158,6 milliards de francs CFA**. Ces recettes enregistrent une baisse de **51,5 milliards de francs CFA**, comparativement à la même période en 2019, principalement due aux contreperformances enregistrées dans le rendement de l'impôt sur les sociétés minières et les autres sociétés.

Prévu à **190 milliards de francs CFA**, l'impôt sur les sociétés pétrolières s'est exécuté à hauteur de **159 milliards de francs CFA** contre **99 milliards de francs CFA** à fin septembre 2019. Cette augmentation résulte des recettes exceptionnelles payées par les opérateurs de ce secteur d'activités et du renforcement des contrôles par l'administration fiscale.

Estimé à **230,5 milliards de francs CFA**, l'impôt sur les sociétés du secteur hors pétrole a été recouvré à hauteur de **124,6 milliards de francs CFA** à fin septembre

2020, soit 54% de la prévision. Il est ainsi en baisse de **83,6 milliards de francs CFA** comparativement au troisième trimestre 2019.

A fin septembre 2019, les recettes douanières ont été mobilisées à hauteur de **231,6 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 88% par rapport à la prévision et enregistrent une hausse de **9,8 milliards de francs CFA** par rapport à septembre 2019. Ce résultat montre que malgré la baisse des importations consécutive à la pandémie, les objectifs de recouvrements des droits et taxes à fin septembre 2020 sont atteints, grâce à l'implication effective de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects dans l'action en recouvrement des impayés des années antérieures.

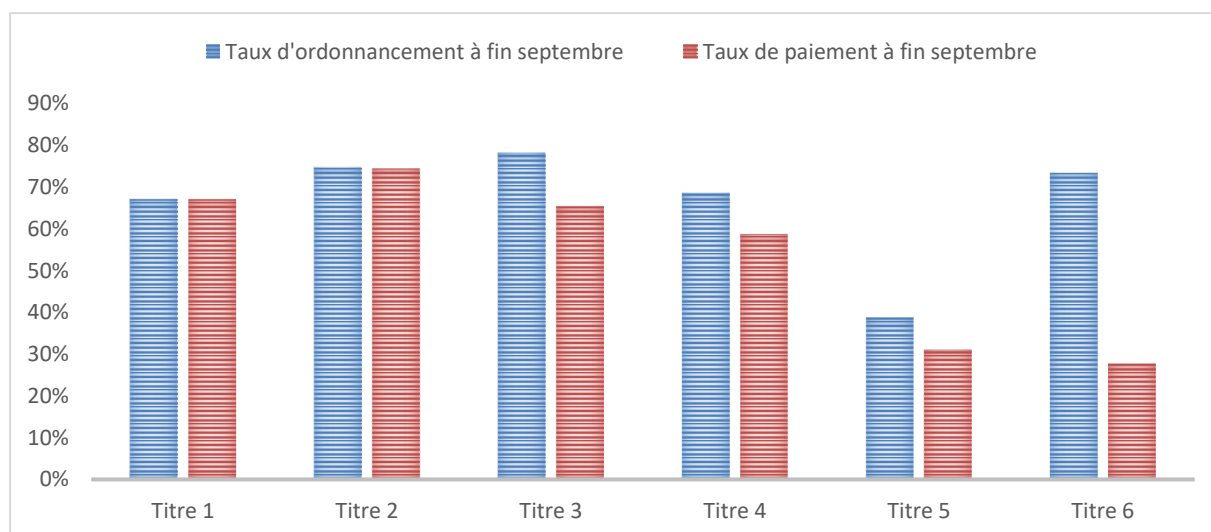
Les recettes non fiscales, quant à elles, ont été recouvrées à hauteur de **355 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation 96% par rapport au budget rectifié. Toutefois, cette performance demeure en baisse de **162,4 milliards de francs CFA** par rapport au résultat obtenu un an plus tôt.

Les dépenses du budget général

1) Analyse par titre de la dépense

Projetées à **1 787,5 milliards de FCFA** en LFR, l'exécution des dépenses publiques, au 30 septembre 2020, se chiffre en ordonnancements à **1 175,6 milliards de francs CFA** et en paiements à **1 084,7 milliards de francs CFA**, soit des taux respectifs de 66% et 61%. Ces taux sont en hausse de 5% pour les ordonnances et 3% pour les règlements par rapport à l'année dernière à la même période.

Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre



Source : DGBFiP

Les charges financières de la dette (titre 1)

Sur une prévision de **276,5 milliards de francs CFA** arrêtée dans la loi de finances rectificative 2020, les règlements des charges financières de la dette s'élèvent globalement à **185,4 milliards de francs CFA**. Ils sont composés de **124,8 milliards de francs CFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et **60,6 milliards de francs CFA** sur la dette intérieure.

Ce niveau est supérieur à celui exécuté à fin septembre 2019, qui avait atteint **139,1 milliards de francs CFA**.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **14,6 milliards de francs CFA** sur la dette bilatérale ;
- **14,4 milliards de francs CFA** sur la dette multilatérale ;
- **89,8 milliards de francs CFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **6 milliards de francs CFA** sur les intérêts banques commerciales.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés pour **49,6 milliards de francs CFA** et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **11 milliards de francs CFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **28,9 milliards de francs CFA** au titre des intérêts bancaires ;
- **3,2 milliards de francs CFA** sur les moratoires ;
- **17,5 milliards de francs CFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie se répartissent comme suit :

- **2 milliards de francs CFA** de facilités de caisse ;
- **8,9 milliards de francs CFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **192 millions de francs CFA** sur les autres frais bancaires.

❖ Les dépenses de personnel (titre 2)

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **508,1 milliards de francs CFA**, soit 75% du taux d'exécution au regard de la prévision de **683 milliards de francs CFA** pour l'année. Dans cette catégorie de dépenses, la solde permanente représente **466,1 milliards de francs CFA**, soit 92% du poids de l'ensemble.

Les autres éléments de rémunération, notamment la main d'œuvre non permanente (MONP), les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités

servies aux agents publics, les vacances des enseignants et autres primes, se sont élevés à **41,9 milliards de francs CFA**, soit 75% de la prévision.

Le détail des rubriques de ce poste de dépenses figure dans le tableau ci-après.

Tableau 2: Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LFR 2020	REGLEMENT AU 30 SEPTEMBRE	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	683 000	508 067	75%
Rémunérations de personnels	683 000	508 067	75%
<i>Solde permanente</i>	<i>622 444</i>	<i>466 092</i>	<i>75%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>38 000</i>	<i>28 332</i>	<i>75%</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>18 000</i>	<i>13 643</i>	<i>76%</i>
<i>Rappels solde</i>	<i>4 556</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>

Source : DGBFIP/DGCPT

❖ **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Estimées à **261,4 milliards de francs CFA**, les dépenses de biens et services ont été mandatées, au 30 septembre 2020, à **204,4 milliards de francs CFA**, soit un taux d'ordonnancement de 78%. Les remboursements de TVA et les attributions de produits, exécutés respectivement à hauteur de **29,3 milliards de francs CFA** et **259 millions de francs CFA**, représentent 52% de la prévision.

En outre, les paiements effectués sur ce titre, se situent à **171 milliards de francs CFA**, soit un taux de règlement de 65%.

❖ **Les dépenses de transferts (titre 4)**

Ordonnancées à hauteur de **111,3 milliards de francs CFA** sur une prévision de **162,4 milliards de francs CFA**, les dépenses de transferts ont été réglées à concurrence de **95,3 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 59%. Ce résultat est inférieur au niveau observé à fin septembre 2019 qui était de 64%.

Les dépenses les plus significatives de ce poste concernent :

- les dépenses de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG) pour **35,7 milliards de francs CFA** ;
- la subvention à la SOGATRA, à hauteur de **3 milliards de francs CFA** ;
- les versements au titre de la CNAMGS à concurrence de **15,8 milliards de francs CFA** ;
- la mobilisation d'un montant de **5 milliards de francs CFA** au profit de la société Clean Africa pour le ramassage des ordures ménagères.

❖ **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

A fin septembre 2020, les dépenses d'investissement ont atteint un niveau d'ordonnancement de **147,3 milliards de francs CFA**, sur une prévision annuelle de **380 milliards de francs CFA**. Ce montant est réparti entre les dépenses financées sur ressources propres pour **84 milliards de francs CFA** et celles financées au titre des prêts projets pour **63,3 milliards de francs CFA**.

Sur ressources propres, les dépenses les plus significatives se déclinent ainsi qu'il suit :

- fonds de contreparties des prêts projets : **50,8 milliards FCFA** ;
- réfection de l'ancien hôpital pédiatrique d'Owendo : **4 milliards FCFA** ;
- réhabilitation du Centre Hospitalier Régional (CHR) Amissa Bongo de Franceville : **2,5 milliards FCFA** ;
- réhabilitation des écoles primaires et secondaires : **6 milliards FCFA** ;

Par ailleurs, les prêts projets s'élèvent à **63,3** milliards de FCFA. Les tirages y relatifs ont été effectués auprès des créanciers suivants :

- **8,010** milliards de FCFA sur **l'Agence Française de Développement (AFD)** pour les projets « Réhabilitation du Transgabonais », « Construction de salles de classe » et « Renforcement des structures sanitaires » ;
- **1,214** milliard de FCFA sur la **Banque Africaine de Développement (BAD)** pour les projets « Appui au Programme GRAINE », « Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise » et « Programme d'Alimentation en Eau » ;
- **20,283** milliards de FCFA sur la **Banque Mondiale** pour les projets « Dorsale de Télécommunication », « Projet E-GABON », « Développement de la statistique au Gabon », « Projet Appuis Employabilité » et « Appui sanitaire au Covid 19 » ;
- **15,185** milliards de FCFA sur **Export-Import Bank of China (Exim-Bank China)** pour le projet « Construction 3 Centres de Formation » ;
- **5,305** milliards de FCFA sur **Banco Santander** pour le projet « Conception Réalisation Travaux Routiers » ;
- **12,228** milliards de FCFA sur **Banque Islamique de Développement** pour le projet « Assainissement de la Ville de LIBREVILLE » ;
- **1,109** milliards de FCFA sur **China Construction Bank Corporation** pour le projet « Construction Palais des Sports ».

❖ **Les autres dépenses (titre 6)**

Le poste « autres dépenses » porte essentiellement sur les dépenses des plans sociaux et de restructuration des entreprises, les protocoles transactionnels et les condamnations pécuniaires de l'Etat.

Sur une dotation en loi de finances rectificative de **24,2 milliards de francs CFA**, ces dépenses ont été ordonnancées à fin septembre 2020, à hauteur de **17,7 milliards de francs CFA**, soit un taux de 73%. Les paiements ont atteint un niveau de **6,7 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 28% et concernent essentiellement les protocoles transactionnels.

Les comptes d'affectation spéciale

Sur une prévision annuelle de **113 milliards de francs CFA** en recettes et en dépenses, l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) présente un solde débiteur de **11,9 milliards de francs CFA** à fin septembre 2020.

Le CAS « Pensions » présente les opérations en recettes (cotisations sociales) et en dépenses (pensions) de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. A la fin du troisième trimestre 2020, ce compte affiche en recettes un montant de **19,2 milliards de francs CFA** contre une exécution en dépenses de **50,7 milliards de francs CFA**, soit un solde débiteur de **31,5 milliards de francs CFA** lié à la non prise en compte de la part patronale.

Le CAS « Promotion du sport » retrace les dépenses mises en œuvre par l'Office National du Développement du Sport et de la Culture (ONDSC). A fin septembre, ce compte est exécuté en équilibre à **2,7 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Prestations familiales et sociales », relatif aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales (CPPF), a enregistré au 30 septembre 2020 une exécution en recettes et en dépenses de **12,8 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Promotion audiovisuelle et cinématographique » affiche une exécution en recettes et en dépenses de **1,3 milliard de francs CFA**.

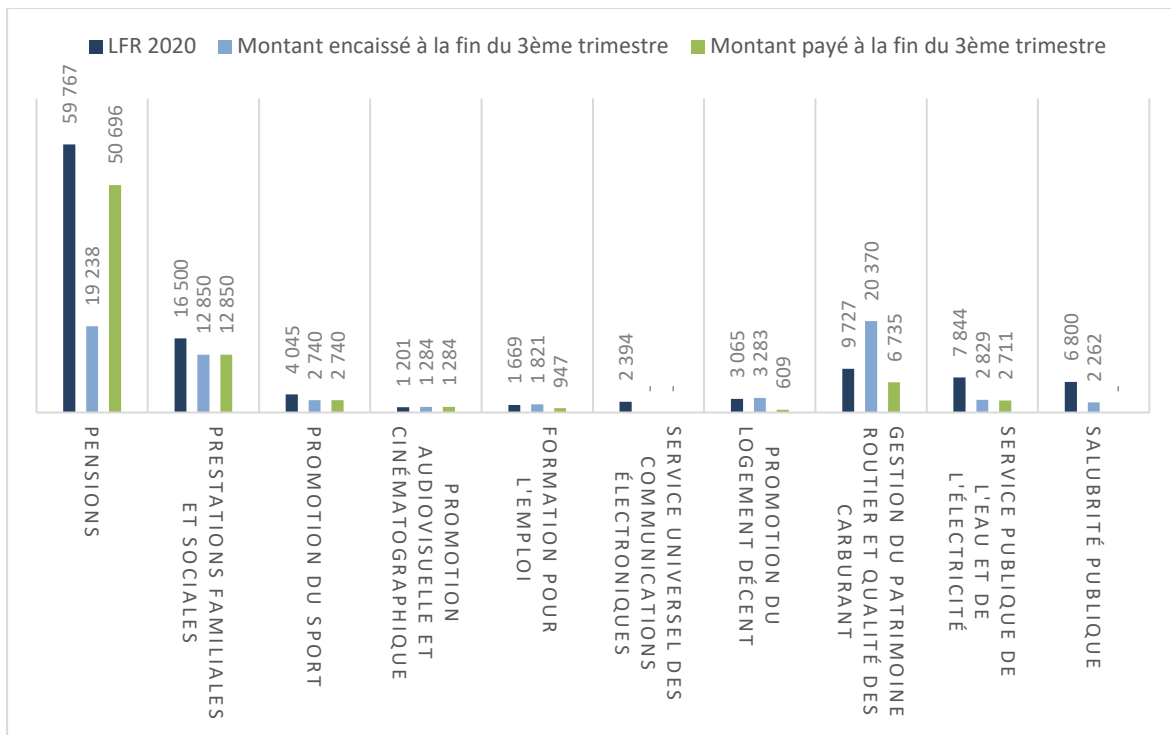
Le CAS « Formation pour l'emploi » enregistre une exécution en recette de **1,8 milliard de francs CFA** contre **947 millions de francs CFA** en dépenses, soit un solde créditeur de **874 millions de francs CFA**.

Le CAS « Service Universel des Communications Electroniques », n'a fait l'objet d'aucune exécution en recettes et en dépenses depuis le premier trimestre 2020.

Le CAS « Promotion du logement décent ». Sur une prévision de **3,1 milliards de francs CFA**, ce compte enregistre un solde créditeur de **2,7 milliards de francs CFA**.

Le CAS « gestion du patrimoine routier et qualité des carburants » enregistre une exécution en recettes de **20,4 milliards de francs CFA** contre **6,7 milliards de francs CFA** en dépenses.

Figure 3: Exécution des CAS au 30 septembre 2020



Source : DGBFiP, données DGCP

Les opérations de financement et de trésorerie

1) Charges de financement et de trésorerie

Les charges de trésorerie et de financement, ont été exécutées à hauteur de **996,3 milliards de francs CFA** sur une prévision annuelle de **1 146,7 milliards de francs CFA**, soit 87%. Cette exécution est répartie ainsi qu'il suit :

- **589,3 milliards de francs CFA** d'amortissements extérieurs ;
- **228,2 milliards de francs CFA** d'amortissements intérieurs ;
- **185,4 milliards de francs CFA** d'autres amortissements ;
- **-6,7 milliards de francs CFA** Prêts et avances.

2) Ressources de financement et de trésorerie

Pour une prévision annuelle de **1 545,3 milliards de francs CFA**, les ressources de financement ont été mobilisées à hauteur de **1 203,8 milliards de francs CFA** soit un taux de 78%. Ces ressources sont composées de financements extérieurs, des émissions de titres publics et de financements non bancaires, ainsi qu'il suit :

- **302,3 milliards de francs CFA** dont les tirages sur prêts projets de **63,3 milliards de francs CFA** et sur prêts programmes de **238,9 milliards de francs CFA** ;
- **823,2 milliards de francs CFA** sur les émissions de titres publics ;
- **78,4 milliards de francs CFA** correspondant au financement non bancaire ;

Tableau 5 : Opérations de financement et de trésorerie au 30 septembre 2020

	LFR 2020	Exécution à fin septembre	Taux d'exécution
Charges de financement et de trésorerie			
Amortissement (dette extérieure)	690 593	589 330	85%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	313 523	228 169	73%
Autres amortissements	130 120	185 439	143%
Correspondants du Trésor	-	-	-
Prêts et avances	12 436	- 6 686	-54%
Total	1 146 672	996 252	87%
Ressources de financement et de trésorerie			
Tirages	594 213	302 271	51%
Partenariats Public-Privé	30 000	-	0%
Emissions de titres publics	836 320	823 173	98%
Financement bancaire	-	-	-
Financement non bancaire	84 807	78 384	92%
Total	1 545 340	1 203 827	78%
Solde des opérations de financement et de	398 668	207 575	
Solde budgétaire global	- 398 669	- 4 147	
Solde net		203 428	

Source : DGCPT, DGBFiP

Il en résulte que le solde net des opérations budgétaires et des opérations de trésorerie et de financement est établi à **203,4 milliards de francs CFA**.

CONCLUSION

Au terme de l'exécution budgétaire du troisième trimestre 2020, les recettes recouvrées ont permis de réaliser un solde budgétaire de **-4,1 milliards de francs CFA**, en dégradation par rapport au trimestre précédent.

Par ailleurs, les opérations de financement et de trésorerie affichent un solde déficitaire de **207,6 milliards de francs CFA**. Cette situation résulte des performances enregistrées dans la mobilisation des émissions de titres publics (98%) et des financements non bancaires (92%).

Malgré ce résultat, des efforts devront être maintenus et renforcés au quatrième trimestre de l'année 2020.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données provisoires disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec les liquidations faites par les régies financières.

En ce qui concerne l'exécution des Attributions de Produits et des Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

Le présent rapport n'intègre pas le détail des dépenses sociales. Cette rubrique fera l'objet d'un addendum.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions FCFA)

Natures des recettes	2020			LFI 2019	Réalisation du 3ème trimestre 2019
	LFR 2020	Réalisation du 3ème trimestre 2020	Taux		
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 158 568	847 163	73%	1 330 257	898 716
Impôts	575 932	395 015	69%	536 256	434 508
Impôts sur les sociétés	420 520	283 481	67%	374 077	307 075
Sociétés pétrolières	190 000	158 910	84%	105 440	98 910
Sociétés minières	25 085	11 262	45%	67 558	55 282
Retenues à la source	23 985	14 196	59%	25 775	13 560
Autres sociétés	181 450	99 113	55%	175 304	139 324
Impôts sur les personnes	132 239	98 214	74%	138 272	98 829
Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 511	29 617	62%	55 795	29 945
Acomptes versés par les salariés	61 174	52 654	86%	54 121	49 551
Taxes complémentaires sur les salaires	23 518	15 875	68%	-	19 257
Impôts forfaitaires sur le revenu	36	59	164%	28 318	76
Autres impôts sur les personnes	-	9	100%	39	-
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	23 173	13 320	57%	23 907	28 604
Taxes	582 636	452 148	78%	794 001	464 207
Taxes de formation professionnelle	1 669	1 821	109%	2 296	2 911
Droits et taxes sur la propriété	18 898	8 538	45%	36 932	7 140
Taxes sur les biens et services	280 915	204 011	73%	411 973	189 580
Droits et taxes de douanes	263 147	231 598	88%	313 830	221 759
Autres recettes fiscales	18 007	6 180	34%	28 969	42 817
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	25 071	-	0%	3 458	-
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	41 371	27 674	67%	41 340	27 555
Cotisations retraites	28 376	19 238	68%	30 166	19 070
Prélèvements sociaux	-	-	0%	-	-
Cotisation CNAMGS	12 995	8 436	65%	11 174	8 485
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	339 982	327 362	96%	712 364	489 917
Revenu de la propriété	290 643	264 985	91%	649 316	461 660
Revenus de participations	6 064	12 022	198%	3 413	3 009
Revenus du domaine foncier	1 042	614	59%	6 010	139
Revenus du domaine pétrolier	273 463	235 565	86%	626 112	434 546
Revenus du domaine minier	5 517	14 121	256%	5 327	20 544
Revenus du domaine forestier	4 557	2 663	58%	8 455	3 422
Recettes diverses non fiscales	34 339	29 997	87%	63 049	28 257
Vente de biens et services	15 000	-	0%	26 000	-
Recettes à répartir*	-	32 380	100%	-	40 320
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 564 992	1 202 198	77%	2 113 419	1 456 508

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LFR 2020	EXECUTION	TAUX D'EXECUTION LFR 2020
1		Collectivités locales	19 384 000 000	19 647 204 000	78%
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	3 801 000 000	2 369 384 000	42%
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	4 894 000 000	4 212 320 000	87%
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	1 565 000 000	956 200 000	64%
114	Collectivités locales	Patentes	2 241 000 000	1 617 000 000	40%
115	Collectivités locales	Licences	1 373 000 000	48 300 000	5%
116	Collectivités locales	Foncier bâti	4 369 000 000	8 088 500 000	152%
117	Collectivités locales	Foncier non bâti	720 000 000	1 201 200 000	99%
118	Collectivités locales	ISL	371 000 000	1 154 300 000	70%
		ROPRON	50 000 000		
2		Contributions Communautaires	6 569 000 000	1 915 817 405	26%
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	4 241 000 000	329 014 124	10%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	1 051 000 000	1 007 126 866	33%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	266 000 000	127 614 923	34%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	1 011 000 000	452 061 492	77%
3		Attributions de produits	38 954 000 000	25 593 427 572	52%
312	DG Transports	Licences de transports		129 708 800	185%
313	DG Transports	Permis de conduire		-	0%
314	DG Transports	Cartes grises		-	0%
331	CNAMGS	Contribution Spéciale à la Solidarité/Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	23 808 000 000	16 998 418 772	51%
332	CNAMGS	Cotisation des agents	12 995 000 000	8 436 000 000	65%
333	ANPN (*)	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN / 20%)	179 000 000	29 300 000	28%
340		Redevances Examen et concours	1 030 000 000	-	0%
341		Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	250 000 000	-	0%
342		Ristournes issues des autorisations et renouvellement d'emploi aux travailleurs étrangers	64 000 000	-	0%
343	DG Travail	Ristournes issues des contrôles	378 000 000	-	0%
		Participations minières (SEM)	250 000 000		
	TOTAL RECETTES AFFECTEES		64 907 000 000	47 156 448 977	58%

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions FCFA)

Catégorie de dépenses	2020									2019						
	LF 2020	LFR 2020	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'exécution	LF 2019	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Taux d'exécution
Titre 1. Charges financières de la dette	240 832	276 484	73 617	135 694	185 364	67%	185 363,82	-	67%	255 594	110 879	139 034	54%	107 098	139 034	54%
Titre 2. Dépenses de personnel	661 034	683 000	169 659	335 115	509 551	75%	508 066,63	-	74%	672 760	338 994	505 720	75%	338 994	504 671	75%
Titre 3. Dépenses de biens et services	252 248	261 401	63 509	143 507	204 397	78%	170 955,46	-	65%	288 538	100 369	167 496	58%	88 407	150 335	52%
Titre 4. Dépenses de transfert	168 761	162 410	28 816	81 383	111 296	69%	95 332,16	-	59%	245 435	93 263	165 523	67%	91 018	158 013	64%
Titre 5. Dépenses d'investissement	513 226	380 000	11 716	57 413	147 286	39%	118 307,27	-	31%	381 044	47 870	169 707	45%	47 360	143 555	38%
Titre 6. Autres dépenses	90 867	24 170	3 662	12 394	17 719	73%	6 701,30	-	28%	64 500	8 290	10 001	16%	3 159	4 831	7%
Total des dépenses pour le budget général	1 926 968	1 787 465	350 978	765 507	1 175 612	66%	1 084 727	-	61%	1 907 871	699 665	1 157 481	61%	676 036	1 100 439	58%

Sources : DGCPT et DGBFiP

**Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire
(en millions FCFA)**

	LFR 2020	Montant des ordonnancements à la fin du 3ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 3ème trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	276 484	185 364	185 364
Extérieur	186 283	124 791	124 791
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	186 283	124 791	124 791
Bilatéraux	24 362	14 551	14 551
Multilatéraux	29 340	14 445	14 445
Banques	14 729	5 998	5 998
Marchés financiers	117 852	89 796	89 796
Intérêts - commissions et frais	-	-	-
Pertes sur change	-	-	-
Commission et frais extérieur DGD	-	-	-
Intérieur	90 201	60 573	60 573
Intérieurs - DGD	73 735	49 554	49 554
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	73 735	49 554	49 554
Banques intérieures	31 352	28 913	28 913
Moratoires	11 794	3 183	3 183
Marchés financiers	30 589	17 458	17 458
OTA	-	-	-
Trésor - dette	16 466	11 019	11 019
BEAC (agios)	-	-	-
Facilités de caisse	4 363	1 963	1 963
Bons du Trésor Assimilables	10 620	8 864	8 864
Perte de change	-	-	-
Autres frais bancaires	1 483	192	192
AGIOS paierie étranger	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	683 000	509 551	508 067
Rémunération du personnel	683 000	509 551	508 067
Solde permanente	622 444	467 576	466 092
Rémunération autres catégories de salariés	38 000	28 332	28 332
Primes et indemnités des fonctionnaires	18 000	13 643	13 643
Rappels de solde	4 556		
Titre 3. Dépenses de biens et services	261 401	204 397	170 955
Autres biens et services	204 549	174 849	141 408
Remboursement TVA	54 239	29 288	29 288
Attribution des produits	2 613	259	259
Titre 4. Dépenses de transferts	162 410	111 296	95 332
Autres transferts	150 039	104 610	88 647
Soutien des prix des produits pétroliers	12 200	6 685	6 685
Attribution des produits	171	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	380 000	147 286	118 307
Financements sur ressources propres	113 758	83 952	54 974
Financements extérieurs	236 242	63 334	63 334
Partenariat Public-Privé	30 000		
Titre 6. Autres dépenses	24 170	17 719	6 701
Intérieurs-AJE	4 000	17 719	6 701
Restructuration des entreprises	9 123	-	-
Divers	11 047	-	-
TOTAL	1 787 465	1 175 612	1 084 727

Source : DGCPT

Annexe 5 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de francs CFA)

	LF 2020	LFR 2020	Exécution à fin septembre 2020	Taux d'exécution
Charges de financement et de trésorerie				
Amortissement (dette extérieure)	661 322	690 593	589 330	85%
Emprunts extérieurs - courants	661 322	690 593	589 330	85%
Bilatéraux	55 851	55 851	38 324	69%
Multilatéraux	114 952	114 952	47 507	41%
Banques	80 722	80 722	57 118	71%
Marché international	409 797	439 068	446 382	102%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	306 641	313 523	228 169	73%
Intérieur - DGD	306 641	313 523	228 169	73%
Emprunts intérieurs - courants	306 641	313 523	228 169	73%
Banques	73 698	52 422	62 497	119%
Moratoires	76 876	105 034	39 952	38%
Divers	-	-	2 500	-
Marchés financiers	156 067	156 067	123 220	79%
Autres amortissements	139 361	130 120	185 439	143%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	-	-	-	-
Instances Trésor	74 722	87 581	116 440	133%
Arriérés de TVA	64 639	42 539	68 999	162%
Correspondants du Trésor				-
Prêts et avances	171 747	12 436	- 6 686	-54%
Prêts nets à SOGARA	-	-	- 6 686	-
Dépôt BEAC	171 747	12 436	-	0%
Total (I)	1 279 071	1 146 672	996 252	87%
Ressources de financement et de trésorerie				
Tirages	390 402	594 213	302 271	51%
Tirages sur conventions en cours	226 297	195 811	63 334	32%
Tirages sur nouvelles conventions	19 780	19 462	-	0%
Tirages sur prêts programmes	144 325	378 940	238 937	63%
Partenariats Public-Privé	30 000	30 000		0%
Financement Transgabonais	30 000	30 000		0%
Émissions de titres publics	735 424	836 320	823 173	98%
Émissions de titres publics sur le marché international	585 424	595 176	595 176	100%
Émissions de titres publics sur le marché intérieur	150 000	241 144	227 997	95%
Financement bancaire	-	-	-	-
Financement non bancaire	91 869	84 807	78 384	92%
Règlement arriérés fiscaux	5 000	-	-	-
Accumulation des instances	86 869	84 807	78 384	92%
Correspondants du Trésor	-	-	-	-
Total (II)	1 247 695	1 545 340	1 203 827	78%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 31 376	398 668	207 575	
Solde budgétaire global	33 520	- 398 669	- 4 147	
Solde net	2 143		203 428	

Source : DGCPT

Annexe 6 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de francs CFA)

RECETTES					DEPENSES					SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LF 2020	LFR 2020	Montant encaissé à la fin du 3ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LF 2020	LFR 2020	Montant payé à la fin du 3e trimestre	Taux de réalisation	Recettes/Dépenses
Pensions	59 767	59 767	19 238	32%	Pensions	59 767	59 767	50 696	85%	- 31 458
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	59 767	19 238	32%	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	59 767	50 696	85%	
Part salariale	28 376	28 376	19 238	68%	Pensions civiles et militaires	59 767	59 767	50 696	85%	
Part patronale de l'Etat	31 391	31 391	-	0%	Pensions spéciales	-	-	-	-	
Prestations familiales et sociales	16 500	16 500	12 850	78%	Prestations familiales et sociales	16 500	16 500	12 850	78%	-
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	16 500	12 850	78%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	16 500	12 850	78%	
Allocations familiales	16 500	16 500	12 850	78%	Prestations familiales	16 500	16 500	12 850	78%	
Promotion du sport	5 088	4 045	2 740	54%	Promotion du sport	5 088	4 045	2 740	68%	-
Titre 1. Recettes fiscales	5 088	4 045	2 740	54%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	
Taxe sur les jeux de hasard	318	537	88	28%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 544	2 023	1 370	68%	
Droits d'accises	4 771	3 508	2 652	56%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	
				-	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 544	2 022	1 370	68%	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 032	1 201	1 284	63%	Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 032	1 201	1 284	107%	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 032	1 201	1 284	63%	Titre 3. Dépenses de biens et services	677	400	428	107%	
Redevance audiovisuelle	2 032	1 201	1 284	63%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 355	801	856	107%	
Formation pour l'emploi	2 411	1 669	1 821	76%	Formation pour l'emploi	2 411	1 669	947	57%	874
Titre 1. Recettes fiscales	2 411	1 669	1 821	76%	Titre 3. Dépenses de biens et services	804	556	315	57%	
Taxe de formation professionnelle	2 411	1 669	1 821	76%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 608	1 113	631	57%	
Service universel des communications électroniques	2 394	2 394	-	0%	Service universel des communications électroniques	2 394	2 394	-	0%	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	2 394	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	2 394	-	0%	
Redevance universelle	2 394	2 394	-	0%						
Promotion du logement décent	5 175	3 065	3 283	107%	Promotion du logement décent	5 175	3 065	609	20%	2 674
Titre 1. Recettes fiscales	5 175	3 065	3 283	107%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 035	613	122	20%	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	5 175	3 065	3 283	107%	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 140	2 452	487	20%	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	13 043	9 727	20 370	209%	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	13 043	9 727	6 735	69%	13 635
Titre 1. Recettes fiscales	13 043	9 727	20 370	209%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 304	1 018	705	69%	
Redevance d'usure de la route (RUR)	13 043	9 727	20 370	209%	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 739	8 709	6 030	69%	
Service public de l'eau et de l'électricité	7 844	7 844	2 829	36%	Service public de l'eau et de l'électricité	7 844	7 844	2 711	35%	118
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	7 844	2 829	36%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	2 353	813	35%	
Redevance de l'eau	1 021	1 021	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	5 491	1 898	35%	
Redevance de l'électricité	6 823	6 823	2 829	41%						
Salubrité publique	10 480	6 800	2 262	0	Salubrité publique	10 480	6 800	-	0%	2 262
Titre 4. Autres recettes	10 480	6 800	2 262	0	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	480	-	0%	
Redevance des ordures ménagers	10 480	6 800	2 262	0	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 000	6 320	-	0%	
Total des recettes	124 735	113 012	66 678	59%	Total des dépenses	124 735	113 013	78 573	70%	- 11 896

Source : DGCPT